



20 JUIN : JUSTICE POUR LES VICTIMES DU CHLORDECONE ET DE L'AGENT ORANGE



Le samedi 20 juin à Bastille, **Diasporas Solidaires Avec les Victimes de l'Empoisonnement Colonial** et le **Collectif Vietnam Dioxine** qui luttent pour obtenir justice et réparations à la suite de l'empoisonnement au chlordécone en Guadeloupe et en Martinique et à l'agent orange au Vietnam, Cambodge et Laos, joignent leur force pour organiser un rassemblement contre le colonialisme chimique et pour une écologie décoloniale.

Le 16 juin aura lieu l'audience du procès en Cassation de Tran To Nga contre les firmes ayant produit ou commercialisé l'agent orange. Pour rappel, intenté depuis 2014, le procès en première instance au Tribunal d'Evry en 2021 s'est soldé par un rejet de la plainte, confirmé par la Cour d'Appel de Paris en 2024. Ce pourvoi en cassation constitue la dernière chance pour Tran To Nga de condamner Monsanto, Dow Chemical et (les autres compagnies) cie, et rendre justice pour les 3 millions de victimes au Vietnam, Cambodge et au Laos.

Également, le 22 juin, la cour d'appel de Paris rendra sa décision sur l'appel formé contre l'ordonnance de non-lieu du 2 janvier 2023 dans l'affaire pénale dite de la « pollution au chlordécone », ouverte notamment pour empoisonnement, mise en danger de la vie d'autrui et administration de substances nuisibles. Après plus de quinze ans d'instruction, ce non-lieu a été vécu comme un véritable déni de justice par les populations de Guadeloupe et de Martinique. Alors que l'empoisonnement des terres, des eaux, de l'alimentation et des corps est documenté, aucune responsabilité pénale n'a, à ce jour, été reconnue. L'extension récente de la Charte sociale européenne aux outre-mer oblige désormais l'État français à assumer juridiquement ce scandale sanitaire, environnemental et colonial.

Nous exigeons reconnaissance, justice et réparations, pour toutes les victimes du chlordécone et de l'agent orange !

A l'heure où les causes des cancers reliés aux empoisonnements sont politisées, où les victimes des pesticides prennent la parole, il est essentiel de rappeler que les premières victimes de ces poisons sont les territoires anciennement colonisés, territoires où les populations et leur environnement sont considérés comme sacrificiels.

Les ravages de l'agrochimie continuent, que ça soit en France ou à l'international, et ils sont la preuve que le colonialisme chimique prospère, pour les profits des entreprises capitalistes, avec la bénédiction et le concours de nos Gouvernements.

En France, le chlordécone rappelle que le colonialisme n'appartient pas seulement au passé. En Guadeloupe et en Martinique, ce pesticide a été utilisé pendant des décennies dans les bananeraies, au service d'une économie de plantation dominée par de grands intérêts privés, notamment békés, malgré les alertes sur sa dangerosité. Les conséquences sont toujours là : pollution durable des sols et de la chaîne alimentaire, exposition massive des populations, difficultés à faire reconnaître les maladies professionnelles et/ou environnementales, indemnités dérisoires, mépris institutionnel. Cette catastrophe s'inscrit dans un système plus large : vie chère, dépendance alimentaire, concentration économique, pesticides imposés aux peuples et aux territoires non considérés. Le chlordécone n'est pas un accident : c'est le produit d'un ordre colonial, capitaliste et agrochimique qui continue de protéger les profits plutôt que les vies.

A l'international, des substances toxiques interdites en Europe sont envoyées dans les pays du Sud global comme au Brésil, comme l'a prouvé l'action en novembre dernier contre une usine de BASF dans l'Orne.

Plus largement, les entreprises qui fabriquent les produits chimiques comme l'agent orange ou le chlordécone continuent de fournir des produits pour un usage militaire, que ce soit des herbicides ou du phosphore blanc utilisés à Gaza et au Liban, ou d'autres armes chimiques utilisées au Sahara Occidental, au Kurdistan ou ailleurs.

Soyez nombreux-se-s à signer cet appel unitaire et à vous mobiliser, pour nous aider à préparer cette échéance et pour soutenir les luttes pour une écologie décoloniale, et contre le colonialisme chimique.

RDV le samedi 20 juin à Bastille à partir de 14h !

*Diasporas Solidaires Avec les Victimes de l'Empoisonnement Colonial
Collectif Vietnam Dioxine*